

Le libertaire 66

Spécial anti-électorisme

Périodique du groupe Puig Antich de la C.G.A. / février-mars 2012 N° 16 C/o C.E.S. B.P. 40 233 66002 PERPIGNAN-CEDEX antich@wanadoo.fr

**NE PRENEZ PAS LE BULLETIN QU'ILS VOUS TENDENT...
NE DEFENDEZ PAS LES PROGRAMMES QU'ILS VOUS
"IMPOSENT"
PRENEZ VOS AFFAIRES EN MAINS !**

Comme les libertaires ont coutume de le faire depuis des décennies, nous allons une fois de plus expliquer notre rejet de la mécanique électorale, en considérant que nos positionnements, idées et agissements en la matière sont utiles, nécessaires et qu'à terme, nos analyses et nos propositions pourraient trouver un réel écho auprès d'un très grand nombre d'individus et pourquoi pas auprès de toi qui nous lis.

Nous avons l'habitude d'insister en premier lieu sur le fait que la souveraineté des individus se trouve bafouée par le système électoral producteur de **délégation** et qui plus est, **sans aucun contrôle**. Vous pourriez objecter que vous ne désirez pas vous mêler de la gestion des affaires de la cité, pour laisser cette tâche à des spécialistes de la politique!



Mais à notre tour d'objecter que "**spécialistes**" est ici un mot galvaudé, voire même une forfaiture intellectuelle, un non-sens. Les spécialistes en politique politicienne ne sont pas plus que vous, des spécialistes en gestion et ce, quelle que soit le type de gestion... Au mieux ce sont des spécialistes en rhétorique, en discours fumeux, en bobards et en promesses douteuses.

Rien ne peut justifier que nous leur accordions plus de crédit que nous pourrions nous accorder à nous-mêmes. **Autogérer** nos affaires, nos cités, nos villages, nos productions, nos vies, c'est cela qui requiert de la spécialisation et, à ce compte là, **ne sommes-nous pas les mieux armés ?**

Pour nous la réponse est **OUI**. Nous n'acceptons pas -nous n'acceptons plus- que les saltimbanques de la

scène politicienne viennent nous encombrer de leurs mauvais vaudevilles.

Nous affirmons que **le système électoral est la pierre angulaire du système d'aliénation étatique**. Cette affirmation qui pourrait paraître hasardeuse, sinon approximative, représente portant une vérité indiscutable, inébranlable... **L'Etat assoit sa puissance** au principe qu'il dispenserait le bien être général, qu'il le garantirait et qu'il protégerait l'ensemble de "ses sujets", et tout cela de manière identique, égalitaire.

Mais tout ceci n'est qu'**idée fausse** et surtout **illusion**. L'Etat n'engage sa puissance que dans un but précis : favoriser le bien être des "puissants", des gens qui détiennent des biens, des finances, des pouvoirs...

Le bien être général tant vanté n'est que foutaise ! L'Etat garantit uniquement les biens de ceux qui en détiennent : les nantis.

**Le vote provoque l'impuissance
politique et peut entraîner la
mort de votre esprit critique.
Ne commencez pas.**

L'Etat, nous dit-on par ailleurs, garantirait, la Santé et le logement pour tous ! Il se permet pourtant d'écarter en passant, des centaines de milliers (des millions) de personnes qui n'ont pas accès à ces

besoins de première nécessité au seul fait qu'ils sont pauvres, démunis, déclassés...

L'Etat choisit les sujets qui méritent et ceux qui ne méritent pas. **L'Etat ne prend donc pas en compte l'intérêt général.** Mais de cela nous n'en doutions pas tant il est démontré que, dès l'origine, il fut la couverture, la représentation, le garant et le porte-voix des classes dominantes.

L'Etat et le Capitalisme s'auto alimentent. Il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en convaincre.

En réalité, l'Etat protecteur de tous, c'est bien la pire des fantaisies qui nous est donné d'entendre.

Les flics, les gendarmes, les militaires sont, en premier lieu les garants du maintien de l'ordre capitaliste et étatique. Ils maintiennent en l'état les systèmes en place : Ordre financier et capitaliste ; hiérarchies ; exploitation ; propriété privée des moyens de production etc.

L'Etat et les gouvernants s'emploient à faire régner l'ordre, oui, mais l'ordre bourgeois et capitaliste. L'Ordre des puissants contre les "faibles et les pauvres".

L'Etat n'est le reflet et le garant que d'un seul système sociétaire : Une société divisée en classes antagoniques. L'Etat se fait donc le protecteur et le défenseur de la classe des possédants.



A-t-on vu des policiers investir une entreprise quand les dirigeants de cette dernière recourraient à des licenciements abusifs ? **NON, JAMAIS !**

En revanche, à maintes reprises, les flics ont délogé des travailleurs en grève, luttant pour plus de justice.

A-t-on vu des escouades de CRS se déplacer pour faire respecter les droits des locataires face à un propriétaire indélicat ? **NON, JAMAIS !**

En revanche, les CRS ne se font pas prier pour virer des squatters qui occupent des habitations "vides", ou des locataires démunis...

Voilà ce que représente l'Etat, ce qu'il est en réalité : une **"illusion démocratique"**. Il a recours, à intervalles réguliers, à des respirations électorales, respirations qui ne servent uniquement qu'à maintenir le "bon peuple" sur les rails de la société inégalitaire, d'exploitation et d'aliénation.

Les participants aux joutes électorales sont tous, sans exception, des complices du maintien d'une Institution, laquelle, au hasard de l'Histoire, nous a proposé les pires abominations. Racisme, antisémitisme, guerres mondiales, guerres coloniales,

luttés contre les aspirations révolutionnaires, paupérisation des masses etc.

Nous insistons pour rappeler que **les élections n'ont jamais permis un renversement, ni même un amendement du système capitaliste.** L'exploitation de l'Homme par l'Homme y est inscrite dans le marbre. Cela se traduit par l'idée que, jusqu'à la fin des temps, les producteurs seraient les instruments d'un système qui les maintiendrait dans un rôle de comparses.

Or, nous assistons, aujourd'hui comme hier, à un consensus électoraliste et politicien qui, d'un bord à l'autre de l'échiquier, vient lisser les discours et propositions.

Aucun des candidats ne s'aventure à déclarer que le **système d'exploitation est un système inique et inhumain.**

Socialement injuste et humainement dégueulasse.

Pour les uns cela relève d'un ressenti idéologique profond (extrême droite, droite, centre droit...) et pour d'autres cela relève d'une posture opportuniste.

Ces derniers (extrême gauche, gauche, centre gauche...) considèrent qu'en tant que politiciens responsables, ils ne peuvent s'aventurer à caler leurs discours autour de l'idée de la fin de l'exploitation.

Voilà planté le décor d'un système pervers depuis l'origine.

L'électoralisme favorise le maintien du statu quo.

Nous qui aspirons à des changements en profondeur, sommes favorables à nous en donner les moyens. C'est dans ce sens que nous refusons l'électoralisme, que nous rejetons le recours à un système pervers jusqu'à la moelle.



Nous ne nous déclarons pas "apolitiques", car cela ne veut rien dire en soi. *Nous ne sommes pas plus de simples abstentionnistes* au sens où certains le laissent entendre.

Tout simplement, nous ne participons pas à un système qui fait de celles et ceux qui y participent, les otages des résultats qui sortiront des urnes.

Cela s'appelle "démocratie parlementaire", "démocratie représentative" mais, quand nous y regardons de plus près, nous nous apercevons que **ce système** (et nous l'avons démontré), **n'est ni démocratique, ni représentatif.**

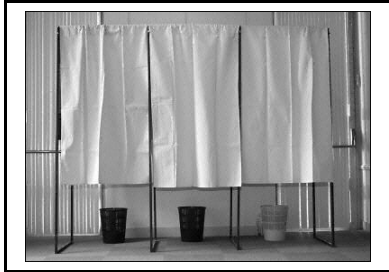
- Les programmes des candidats sont rarement connus dans le détail, et le plus souvent, la technicité des aspects abordés au hasard d'une proposition, en rend la perception trop ardue pour l'électeur lambda...

- Lors du second tour, celui qui est élu par un peu plus de la moitié des suffrages (en tenant compte du pourcentage des électeurs inscrits qui se seront déplacés), l'est en réalité avec un peu plus du ¼ de la population.

C'est donc la volonté du ¼ de la population (et encore) qui sera imposée au pays, dans son ensemble, au nom de la "démocratie". Ne sont pas comptés les individus qui ne figurent pas sur les listes, dont certains pour des raisons qui relèvent d'un simple rejet politique, comme c'est le cas pour **beaucoup de libertaires et antiautoritaires**.

Tout ce qui précède nous conduit à déclarer : **il faut refuser le simulacre du vote**, geste rituel que les électeurs accomplissent en se cachant pour mettre un bout de papier dans une enveloppe et... le tout dans une urne.

Cette forme du refus d'assumer "au grand jour" le choix d'un-e candidat-e condamne définitivement ce système infantilisant à l'irresponsabilité.



Tartufferie quand tu nous tiens !

Pour notre part **la démocratie directe**, celle qui ne souffre pas des abandons successifs de souveraineté, celle qui demande à chaque individu de s'impliquer réellement, au-delà de ce qui est habituellement convenu, cette démocratie ne peut se développer qu'au sein d'un système d'autonomie et d'autogestion généralisée.

Voilà la véritable révolution que nous devons commencer, que nous devons envisager dès aujourd'hui.

Edi Nobras



REUNIONS & DEBATS

Le Libertaire 66

Groupe **Puig Antich** de la **CGA** - 2, rue Théodore Guiter à Perpignan
antich@wanadoo.fr

VENDREDI 6 avril 2012 à 19H

PERPIGNAN

**OUI aux lutttes sociales,
NON à l'abandon électoral !**

Librairie « *Infos* »

2 bis, rue Théodore Guiter (près le place des Poilus)

VENDREDI 8 juin 2012 à 19H

PRADES

**OUI aux lutttes sociales,
NON à l'abandon électoral**

**Combattre le fascisme dans
la rue, pas dans les urnes !**



La lepénisation des esprits et des politiques

On assiste depuis plusieurs semaines à des joutes verbales médiatisées, souvent plus centrées sur les questions de forme que sur les questions de fond : histoire de faire oublier qu'aucun des tribuns ne compte réellement changer quelque chose au désordre capitaliste en place. Devant la mascarade électorale, chacun fera ce que bon lui semble, juste ou nécessaire.

Engagé sur le terrain électoral depuis son origine, le FN s'est peu à peu fait une place au sein de l'espace public. Pire encore, et pour autant que son discours soit fasciste, il a servi de marchepied aux politiques antisociales et sécuritaires des gouvernements successifs, de droite comme de gauche. « Le FN n'est pas au pouvoir que ses idées y sont déjà ! »

Par ce slogan, les groupes *antifas radicaux* depuis plusieurs années dénoncent la lepénisation des esprits et les politiques menées par les gouvernements successifs qui font la part belle à certaines idées de Le Pen. Le discours du FN a donc fini par se banaliser, à tel point

d'ailleurs que certains regretteraient de ne pas le retrouver dans la course aux présidentielles...

Il convient de rappeler que le fascisme est un mode de contrôle politique autoritaire et totalitaire qui émerge dans les sociétés industrielles capitalistes en réponse aux « crises économiques ». Il existe comme idée et mouvement, et non seulement comme régime politique. Un des piliers théoriques du fascisme, qui est la défense du capitalisme, est partagé par l'ensemble de la classe politique. Les nuances qui peuvent exister, ne doivent pas masquer ce consensus sur le fond.

Aujourd'hui, partout sur la planète, le système capitaliste joue la « crise » afin de mener à bien les « restructurations et les améliorations » qu'il juge nécessaires au maintien et au développement de ses intérêts propres. Les solutions apportées, dans un tel contexte, ont toutes échoué et sont toutes vouées à l'échec. Ce qui est nécessaire, c'est un changement radical des systèmes économiques et étatiques en place ! Les capitalistes et les gouvernants qui n'entrevoient aucunement cette alternative, s'emploient à trouver des boucs-émissaires afin d'aider à faire passer les pilules amères de la récession sociale qu'ils ont créée de toute pièce...

Ainsi, en attisant les peurs et les replis identitaires, sont favorisées les logiques de boucs-émissaires contre les immigrés, les chômeurs, les militants et tous les « sans ». Le développement de l'arsenal répressif de Sarkozy, danger réel pour les libertés individuelles et publiques, réalise ainsi une partie du programme de l'extrême droite en toute impunité !

Désigner l'immigré légal et intégré comme « bon » et le clandestin comme « mauvais » divise artificiellement la question sociale, attise les haines et ne donne aucune solution. Ce triste jeu ne peut que profiter aux plus radicaux, les fascistes.



Se débarrasser du fascisme !

Tout d'abord, il est utile de rappeler que le fascisme **n'a jamais été éradiqué par le biais des consultations électorales**, ces dernières lui conférant même une certaine "légitimité".

La lutte contre la peste brune et contre toutes les dérives autoritaires doit se mener sur le terrain des idées et dans l'espace public au quotidien, dans les quartiers, dans les universités, dans les usines... Cette lutte est importante et nécessaire à mener.



Néanmoins, le combat antifasciste tel que pratiqué par l'ensemble des organisations « républicaines » et « démocratiques » ne s'attaque qu'à la « pire forme » du capitalisme -le fascisme- en omettant de s'attaquer aux autres travers de ce système inique qui porte en germe l'idéologie fascisante. Dans un tel contexte, l'anarchisme, se présente comme la solution permanente au problème. Il s'agit pour nous de combattre directement l'Etat, le libéralisme et le capitalisme, toutes choses qui sous-tendent le problème « fasciste ».



Pour éradiquer le fascisme, les individus et les collectifs doivent se rassembler autour de valeurs libertaires, solidaires, de justice et d'égalité pour constituer un front antifasciste.

Ce regroupement, qui rejette les hiérarchies et le pouvoir, doit lutter dans l'autonomie la plus totale et mettre en œuvre une autogestion généralisée. Lorsque la peste brune fait son apparition dans nos quartiers et s'emparent de nos rues, il faut être là pour lui faire barrage et ne pas se priver d'un recours à l'affrontement si cela devient nécessaire. Bien entendu, il est inutile de se réfugier derrière les Institutions classiques de répression (Police, Justice), souvent favorables aux fascistes (car utilisant les mêmes méthodes).



Mobilisons-nous le plus largement possible afin de créer les conditions fondamentales du rejet de la peste brune.

Robert - G. Puig Antich

uttons pour que les choses changent
Les élections les laissent en l'état !!

A l'automne, les feuilles tombent et les syndicats nous appellent à la révolte. En 2010, la nouvelle loi sur les retraites a relancé l'idée d'une lutte dans l'hexagone. Ces actions, décidées par les syndicats, suivies par une cohorte de politiciens, nous ont une fois de plus conduits à déambuler le long des boulevards et, au final, à rentrer chez nous, la tête basse, comme de sages moutons. En attendant la prochaine grève, laquelle nous surincent-ils, « devrait être la bonne ».



Revenons-en aux faits et essayons-nous à une analyse des possibilités qui nous sont offertes lors de ces luttes.

Dès l'été, les syndicats étaient déjà en ordre de marche et tout le monde supposait que le projet de refonte du système des retraites ne passerait pas. Nous fûmes donc conviés à venir manifester lors de la journée

d'action prévue le 7 septembre. De cette journée, à laquelle environ 3 millions de personnes s'étaient déplacées, les organisations syndicales mirent tout à profit pour taire les velléités de grèves reconductibles. La rengaine bien connue du « *attendons ce que va dire l'intersyndicale* » vint une fois encore, une fois de plus contrecarrer la lutte.

Est-il besoin ici, de rappeler que beaucoup de personnes essayèrent de radicaliser l'action. Cette radicalisation pouvait ouvrir sur une perspective réelle de victoire et représentait un espoir incontestable.

Les défilés de « deux heures » dans les rues vinrent briser ce mouvement de contestation. Toutefois, durant

les mois d'octobre et de novembre, les agents de la cogestion syndicale se sont évertués à proposer des actions de substitution à la grève généralisée, actions tendant à nous amener au seul changement « politicien » et, dans la foulée, à préparer la campagne de 2012.

*Les patrons ont besoin de nous ...
Mais nous, nous pouvons nous passer d'eux !*



Aux grèves de 24h, succédèrent des grèves le samedi matin, des parcours banalisés par la police, parcours qui ne gênent en réalité plus rien excepté le réseau des transports en commun ... Un tel choix : **nous conduire à manifester quand quasiment personne ne bosse**, nous éclaire sur les intentions profondes des directions syndicales. Des intentions qui nous firent rentrer dans le rang, abandonner la rue et nous préparèrent, au prix d'une défaite ouvrière, à nous mobiliser pour changer une équipe gouvernementale libérale de droite, par une équipe gouvernementale libérale de gauche!

Électoratisme quand tu les tiens !!! Ainsi, les syndicats et les politiciens de tous bords ne sont en réalité en rien adversaires du système qui nous exploite, nous aliène et nous spolie mais plutôt les garants, volontaires ou non, de

l'ordre social établi !

Ils s'emploient à nous faire miroiter le spectre d'un changement de parti aux affaires pour ne nous laisser qu'une seule alternative : l'arrêt du mouvement et le recours au vote!

Malgré tout, si ces mouvements connurent une issue prématurée, beaucoup de gens commencèrent à se dire qu'ils ne servaient à rien, sinon à nous démobiliser.

Pour nous anarchistes, la question n'est évidemment pas de savoir si le prochain président, à l'opposé du sortant, s'essayera à promouvoir une politique d'État, plus sociale et/ ou plus égalitaire. Seule l'idée de détruire les rôles de « représentation », de « délégation de pouvoir » que s'assignent l'État et ses institutions, nous paraît être de nature à conduire vers des victoires et des changements profonds du système.



Comme nous l'avons dit, dans un grand nombre de cas, les grèves qui se déroulent dans des périodes qui précèdent les élections sont plutôt des « leurre » tendant à nous donner l'impression de lutter, alors qu'en réalité elles servent essentiellement à nous proposer une solution « politicienne ».

Il est loin le temps où

l'Organisation syndicale faisait de l'antiétatisme et de l'anti-politisme, l'Alpha et l'Omega de ses engagements et aspirations.

Hier, la CGT des origines aspirait à renverser l'État et le Capital afin de créer un monde nouveau débarrassé de l'exploitation et de l'aliénation.

Aujourd'hui elle s'emploie à favoriser les partis de « gauche » en nous berçant des illusions du changement social. Comme si le changement de personnel politique produisait des changements dans la nature même du système.



Sans être favorables au simple retour en arrière, l'idée d'un syndicalisme autonome, indépendant et anti-politique nous séduit beaucoup plus que la trahison des clercs syndicaux.

Comme nous l'annonçons en titre, nous pensons sincèrement que la lutte sociale peut seule favoriser le changement, quand les élections maintiennent le système en l'état.

Taumas THETIET
Groupe Puig Antich

NOS VILLES SONT DES PRISONS A CIEL OUVERT.



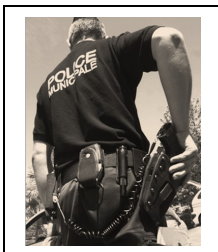
Les nouvelles modalités du contrôle de la population font un usage immodéré des technologies qui ont fait leurs preuves dans l'univers carcéral. Les élus nationaux et locaux de gauche comme de droite sont hyper mobilisés sur la question sécuritaire, sujet consensuel. Ils ont déversé dans les rues des bataillons de tuniques bleues (et des militaires aussi, plan « Vigipirate » oblige) et implanté des caméras de vidéosurveillance dont le nombre est en progression exponentielle.



Toutes les mesures prises le sont avec un enrobage démocratique pour anesthésier les hypothétiques résistances d'une partie de la population mais surtout pour ménager la mauvaise conscience des élus les plus « démocrates ».

Aussi, l'implantation de caméras dans les rues est encadrée par la loi que le mythe républicain présente comme protectrice, par essence, des libertés (la violence de l'Etat est toujours camouflée, "euphémisée"). Un organisme « indépendant » est censé assurer une fonction de contrôle. Les critiques de gauche de ces institutions insistent sur l'insuffisance de leurs prérogatives et de leur personnel. Le label démocratique des politiques publiques repose sur l'existence d'instances de contrôle, les critiques de gauche de ces politiques en sont les meilleurs soutiens et les renforcent même.

Une critique radicale de ces politiques suppose un combat pour leur éradication par la destruction par exemple, pour aveugler l'Etat (avant de le faire disparaître !)



L'Etat central et les collectivités territoriales sont une seule et même chose. Le développement de la vidéosurveillance est d'autant plus inexorable que lorsque les élus locaux décident de l'implantation d'un réseau de caméras, l'Etat central prend en charge l'essentiel du coût par des subventions généreuses.

Les élus voient nos rues comme des espaces à « pacifier », à contrôler donc !

La ville est agencée dans cet objectif là. Les architectes urbanistes qui redessinent les rues de nos villes ont des cahiers des charges où sont intégrées les préoccupations sécuritaires.

Ainsi, à Perpignan, après que l'immonde étron qui trônait au centre de la place République ait été rasé, le seul banc initialement implanté a été dégagé pour finir de chasser les pauvres de la place. La normalisation des espaces publics s'est faite en ne les consacrant qu'à l'ordre marchand et capitaliste. Tu veux te poser sur la place ? Assied-toi à une terrasse de café et consomme, sinon circule !

Les grands travaux engagés dans les cités de Perpignan visent d'ailleurs, entre autres, l'objectif de les désenclaver pour permettre la circulation des véhicules de police.

Toutes les élites sont mobilisées pour disqualifier, contrôler et réprimer les populations pauvres du pays. Rien de nouveau sous le soleil ! Au 19ème siècle, la bourgeoisie déjà dégueulait sur le prolétariat.

Les journalistes (petits et grands) forment une force de maintien de l'ordre. Ils relayent les discours qui visent à construire un ennemi intérieur, groupe dont les frontières sont fluctuantes et qui comprend grosso modo les jeunes « arabes » des banlieues, trafiquants de drogue sous influence islamiste (ou l'inverse), les anarchistes, etc...

Des opérations spectaculaires sont véritablement mises en scène par l'Etat de façon incessante.

Il y a quelques semaines par exemple, la préfecture des Pyrénées-Orientales faisait patrouiller, en centre ville et en grand nombre, des policiers nationaux qui brandissaient leurs flash-ball (armes dites non létales mais qui servent à la fabrication de "borgnes"). De temps en temps, des opérations de grande envergure sont menées par la police et la justice dans les cités de Perpignan avec des justifications fumeuses. Il est arrivé

que tous les logements soient fouillés de façon indiscriminée. Les flics se font accompagner sur le terrain par des équipes de journalistes, serviles qui se muent, dans ces moments-là, en journalistes de guerre. Les comptes-rendus qui suivent dans les journaux participent de la stigmatisation des populations des quartiers pauvres.

Dans les rues de Perpignan et d'ailleurs, depuis de trop longues années, la chasse est ouverte. Le gibier c'est les sans-papiers. Et ce sont les brutes de la PAF qui sont chargées du sale boulot.

Les habitants de Perpignan sont nombreux à avoir déjà été témoins de rafles organisées par la préfecture en relation avec la PAF, notamment aux Puces. Ce sont alors des dizaines de personnes qui sont arrêtées. Nos villes sont envahies par des personnels de répression pléthoriques : Police nationale, gendarmerie, vigiles partout.



Au début des années 90, il n'y avait pas d'équipe de vigiles sur l'Université de Perpignan. Depuis, une grosse équipe a été constituée. Dans toutes les autres institutions d'Etat, on peut observer le même phénomène, et en fait dans tous les lieux publics.

L'Etat entend faire des établissements scolaires des « sanctuaires préservés de la fureur du monde de la rue » voilà pour les discours officiels.

La traduction dans les faits, c'est l'accord donné à la police de faire de l'espace scolaire un espace où les patrouilles de police circulent sans entraves.

En résumé, les politiques sécuritaires sont un avertissement pour tous, et la terrorisation et la brutalisation pour certains.

Les élus animent des institutions qui sont une nuisance et font de nous tous des êtres diminués et les virtualités émancipatrices dont nous sommes porteurs sont écrasées.

Ne votez jamais ! Construisons une autre société sans Etat et sans capitalisme.

Hodja



anarchiste et Kabyle

Mohamed SAÏL,

Philippe - Groupe Puig Antich

Je pense qu'en Algérie, peu de personnes connaissent Mohamed Saïl¹, voire pas du tout et c'est bien dommage... Ce militant anarchiste de la première moitié du XXème siècle mériterait d'être connu de l'ensemble de la population algérienne. Mais si cet homme n'est pas connu et reconnu en Algérie, il y a bien des raisons. Anarchiste et anticolonialiste, il savait pertinemment que la lutte contre la présence française en Algérie ne devait pas être une fin en soi. Liberté, oui... Rejet de l'occupation française, oui... Indépendance, oui... Changement de maître, non... Pouvoir étatique et religieux, non... Et on en est bien loin en Algérie et depuis pas mal d'années...

¹. Mohamed Saïl est référencé dans un ouvrage à vocation berbériste : Dictionnaire Biographique de la Kabylie, Hommes et Femmes de Kabylie, Volume 1, Sous la direction de Salem Chaker, Edisud, Aix-en-Provence, 2001.

Après la Première guerre mondiale, il adhère à *l'Union Anarchiste* puis fonde le Comité de défense des indigènes algériens. En 1929, il crée le Comité de défense des Algériens contre les provocations du Centenaire². Ensuite, Saïl adhère à la CGT-SR, dans laquelle il crée la Section des indigènes algériens. Après la Deuxième guerre mondiale, Saïl reconstitue le groupe d'Anarchistes d'Aulnay-sous-Bois et essaye de reformer des comités d'anarchistes algériens tout en tenant dans *Le Libertaire*, journal de la Fédération Anarchiste, une chronique sur l'Algérie. A noter sa présence au côté des Anarcho-syndicalistes espagnols lors de la Révolution espagnole.

Que souhaitait Mohamed Saïl pour l'Algérie?

Pour faire simple : liberté totale loin du colonialisme français, du nationalisme arabe et de l'islam. Le 16 février 1951, soit trois ans avant le déclenchement de la « guerre d'Algérie » et deux ans avant sa mort, Saïl écrit dans *Le Libertaire*, un article intitulé « Mentalité kabyle ».

Dans cet article, Mohamed Saïl expose son point de vue sur la situation en Algérie. Pour lui, les Berbères d'Algérie (peuple premier du Maghreb) ont un « tempérament libertaire et individualiste ». Ainsi, il met en garde ceux qui souhaitent une indépendance sans la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, que se soit les religieux, les étatiques ou la bourgeoise, « *l'Algérie libérée du joug colonialiste serait ingouvernable au sens religieux, politique et bourgeois du mot* ». Pour lui, les Algériens n'accepteront pas cette nouvelle domination : « *Pour l'indigène algérien, la discipline est une soumission dégradante si elle n'est pas librement consentie. Cependant, le Berbère est très sensible à l'organisation, à l'entraide, à la camaraderie mais, fédéraliste, il n'acceptera d'ordre que s'il est l'expression des désirs du commun, de la base* ». Nous pouvons voir clairement que Saïl pense que la tradition berbère se rapproche du Communisme libertaire, de l'Anarchisme.

Puis dans cet article, ce militant de la F.A. développe sur l'islam. Pour lui, il n'y pas de doute, un des ennemis des Algériens est la religion islamique, religion imposée et/ou acceptée aux Berbères à la suite de l'occupation arabe au Maghreb à partir du VIIème siècle. Pour Saïl, l'islam est devenue une habitude, « *plus personne n'y croit* » et pour lui, « *Allah est en déroute grâce au contact permanent du travailleur algérien avec son frère de misère de la métropole, et quelques camarades algériens sont aussi pour beaucoup dans cette lutte contre l'obscurantisme* ».

Situation idyllique, non? Mais pour Mohamed Saïl, la fin de la religion est proche grâce notamment à l'éveil des indigènes à la classe ouvrière. La lutte de classe devrait permettre selon lui d'en finir avec l'obscurantisme religieux... et il a bien raison !!!

C'est dans la lutte de classe, par la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie que le fait religieux peut disparaître : ne rien attendre d'un paradis après la mort, mais tout faire pour construire une société débarrassée de la classe des exploiters qu'ils soient étatiques ou religieux.

Saïl pense également qu'un rapprochement des peuples fera disparaître le nationalisme en Algérie, comme il fera disparaître les religions. Les nationalistes ne sont qu'une « *bande des quarante voleurs ou charlatans politiques* » [qui] « *nous représente le nationalisme d'outre-mer sous la forme d'une union arabe avec l'emblème musulman et avec des chefs politiques, militaires et spirituels à l'image des pays du Levant* ».

Cet internationalisme est considéré comme logique pour Saïl, surtout pour sa communauté : « *On trouve des Kabyles aux quatre coins du monde ; ils se plaisent partout, fraternisent avec tout le monde, et leur rêve est toujours le savoir, le bien-être et la liberté* ». Ainsi, il se refuse à penser « *que des guignols nationalistes puissent devenir un jour ministres ou sultans dans le dessein de soumettre ce peuple, rebelle par tempérament* ».

Cet ancien membre de la colonne Durruti au cours de la révolution espagnole met en garde les Algériens contre un nouveau pouvoir « indigène » car il serait pire que celui des Français : « *Pensez donc, un bon petit gouvernement algérien dont ils seraient les caïds, gouvernement bien plus arrogant que celui des roumis, pour la simple raison qu'un arriviste est toujours plus dur et impitoyable qu'un "arrivé" ! Rien à faire, les Algériens ne veulent ni de la peste, ni du choléra, ni d'un gouvernement de roumi, ni de celui d'un caïd. D'ailleurs, la grande masse des travailleurs kabyles sait qu'un gouvernement musulman, à la fois religieux et politique, ne peut revêtir qu'un caractère féodal, donc primitif. Tous les gouvernements musulmans l'ont jusqu'ici prouvé* ».

Que feront les Algériens pour Saïl?

« *Les Algériens se gouverneront eux-mêmes à la mode du Village, du douar, sans députés ni ministres (...) car le peuple algérien libéré d'un joug ne voudra jamais s'en donner un autre, et son tempérament fédéraliste et libertaire en est le sûr garant* ».

Tout en se montrant lucide de la situation, il prône une propagande active pour le développement des idées anarchistes auprès des Algériens : « *Pour toutes ces raisons, mes compatriotes doivent-ils être considérés comme d'authentiques révolutionnaires frisant l'anarchie ? Non, car s'ils ont le tempérament indiscutablement fédéraliste et libertaire, l'éducation et la culture leur manquent, et notre propagande, qui est cependant indispensable à ces esprits rebelles, leur fait défaut. C'est ce pourquoi œuvrent nos compagnons anarchistes de la fédération nord-africaine* ».

Il est clair que Mohamed Saïl a bien analysé les conséquences d'une Algérie algérienne aux mains des étatiques et des religieux. Mais il s'est trompé sur une chose, la volonté de résistance des Algériens. En effet, depuis cinquante ans « *les guignols et les caïds* » qu'il décriait tant, sont les maîtres de l'Algérie et rien ne semble supposer que cette situation évoluera rapidement...

². Durant toute l'année 1930, la France a célébré glorieusement son siècle de présence en Algérie (expositions, conférences, etc.).

Mais il est à noter qu'une région a résisté par le passé et résiste encore contre ce pouvoir « centralisateur » et pour diverses raisons³ : la Kabylie, région d'origine de Mohamed Saïl.



Mohamed Saïl (en turban) lors du 80^{ème} anniversaire de Sébastien Faure, en 1938

Différentes biographie de Mohamed Saïl sur internet :

<http://militants-anarchistes.info/spip.php?article5362>

<http://raforum.info/spip.php?article1855>

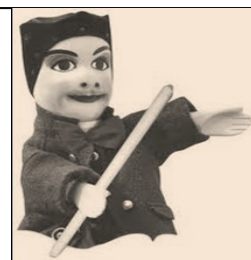
Bibliographie :

René Gallissot (dir.), *Algérie : engagements sociaux et question nationale. De la colonisation à l'indépendance de 1830 à 1962. dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. Maghreb*, Les éditions de l'Atelier, Le Maitron Paris, 2006, 605 p. Notice sur Mohamed Saïl : p.545.



Saïl Mohamed ben Ameriane Amerzaine (première rangée, au centre)
Membres du groupe international de la
Colonne Durruti en 1936 sur le front d'Aragon.

**Fuyons le spectacle de leur "politique"
baissons le rideau, brûlons le théâtre !**



Chers téléspectateurs, chères téléspectatrices, ouvrez grands les yeux, dilatez vos neurones, laissez-vous guider : le jeu présidentiel est lancé ! Tous les « engravés » se disputent leur place sur l'échiquier lors de risibles spectacles retransmis sur les

plus grandes chaînes, faisant la « une » des périodiques. Les médias ont à nouveau toutes les cartes en main pour tirer d'imposants bénéfices sur le dos de la "politique" et des élections. Ainsi, sommes-nous chaque jour noyés sous une

³. Principalement, la reconnaissance du Tamazight et de l'origine « amazigh » de l'Algérie ; mais également liberté religieuse et autonomie de la Kabylie... Sur ces deux derniers points, les Anarchistes doivent rester méfiants car toute religion et tout nationalisme ne peuvent entraîner que des dérives communautaires et « ethniques. »..., loin, très loin de la pensée libertaire.

avalanche de désinformation et conviés à avaler rumeurs et ragots, promesses insignifiantes et scandales puérils.



Mais alors, serions-nous assez stupides pour toujours retomber dans leur piège ?

Nos idées et convictions seraient-elles assez malléables pour qu'à chaque fois elles s'adaptent au « moule médiatique » ?

Pour prendre conscience de l'influence des médias sur nos cervelles dociles, il suffit d'aller dans n'importe quel lieu public, au boulot, sur nos lieux d'étude, etc. Alors nous entendons chacun et chacune recracher ce que télévisions et journaux s'amuse à enfouir au préalable dans les crânes des téléspectateurs-auditeurs.

Les individus, en permanence, se transforment en crieurs publics, bossant à titre de bénévoles pour les services médiatico-politiques et rabâchant sans s'en lasser les gros titres de l'Information. Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter trois individus discutant dans un bistrot pour sentir l'influence de TF1, de France Inter, de M6 ou des pages nationales du journal l'Indépendant.

L'électeur, en plus de rendre muette sa conscience sociale en égarant sa "voix" dans une urne, n'est alors rien d'autre qu'un perroquet à la botte des médias, des puissants et autres névrosés du pouvoir.

Cette "politique" n'est qu'une tapisserie inepte, un voile, un condensé d'images prêtes à s'agrafer sur nos cerveaux.

C'est à nous d'éteindre les lucarnes et de replier ces journaux, à nous de fuir les faux débats qu'on nous impose.

Leur "politique" n'est pas la NÔTRE. En effet, pendant que nos tortionnaires politiques se pavanent sur scène, nous pourrissions dans les bas-fonds de la précarité, du chômage, de la misère et de la peur quotidienne.

Pour nous qui subissons, pour nous qui comptons nos thunes au jour le jour, tout ceci n'est pas un jeu. Loin de tous les échos des querelles de ces « petits copains » de récréation, les seules informations qui valent la peine sont celles qui relatent les luttes sociales, locales et internationales : celles qui nous prouvent qu'en Grèce, en Syrie ou en France, des hommes et des femmes crèvent, asservies sous le joug de la doctrine de guerre du capitalisme.



La voilà la réalité, loin de l'abstraction du monde des politiciens, de quelque bord qu'ils soient.

Laissons-les dans leur bulle, abandonnons-les à leurs querelles ridicules ! Arrêtons d'assister à ce vil spectacle, voire à féliciter leur jeu d'acteur, quittons cette salle sans vie, déserte de tout sens et retrouvons-nous sur le pavé afin de construire NOTRE politique.

Ne nous contentons pas d'être spectateurs, soyons les acteurs de nos vies !

Fabien G. (GPA)

Infos



La tâche des instituteurs est de donner au peuple les moyens intellectuels de se révolter (Louise Michel)

Librairie

2, rue Théodore Guitier - PERPIGNAN
(près de la place des Poilus)

Tous les samedis

de 15 à 19 heures

Des permanences de la Coordination des Groupes Anarchistes
afin de rencontrer des militant-e-s et échanger idées et points de vue

« Ne plus ELIRE, mais AGIR ! »



Lorsque la souveraineté populaire devient optionnelle...

Lorsque l'on réalise que, sorties du même moule, les élites médiatiques, financières et politiques - tous bords confondus - ont pris la main sur l'intérêt général et les notions de bien commun, **il est plus que temps d'agir.**

Prendre part activement à l'imposture démocratique tous les 3, 5, ou 6 ans n'apportera pas de changement !

Quelques progrès au travers de réformes tout au plus, et encore...

Tandis qu'**en désertant massivement les bureaux de vote**, nous invaliderons de fait les résultats d'une élection, qu'elle soit présidentielle ou autre.

Dès à présent, la campagne anti-électorale c'est : **Révoltez-vous !**

Le Libertaire 66

Groupe **Puig Antich** de la **CGA** - 2, rue Théodore Guitier à Perpignan
antich@wanadoo.fr